

*Affaires courantes*

Nous avons le SCRS. Nous devons compter sur un organisme de ce genre. Il est régi par une loi, il a des ressources et des effectifs de près de 2 500 personnes. Ce n'est pas rien. Quotidiennement, les Canadiens entendent parler dans les médias de guerres, de troubles et d'intrigues politiques dans le monde entier et ils peuvent constater une évolution de la situation géopolitique. Ils veulent savoir que quelqu'un s'occupe de ces questions et suit les événements mondiaux, surtout ceux qui touchent notre sécurité et notre intérêt national.

La guerre froide est terminée. Les services de renseignement de l'Alliance occidentale doivent réexaminer leurs activités, leurs hypothèses et leurs priorités. Malgré les rapports qu'on dépose tous les ans sur ce service et l'examen actuel de la reddition des comptes qui s'y pratique, qu'en est-il vraiment du SCRS? Comment réussit-il à suivre l'évolution rapide de la situation mondiale et à faire face aux nouveaux risques qui surgissent?

Plus particulièrement, malgré tout ce que nous avons entendu au sujet du SCRS, a-t-il été en mesure jusqu'à maintenant de vraiment jouer un rôle proactif et d'anticiper les événements ou se contente-t-il encore en grande partie de réagir après coup et de recourir à des expédients?

Les questions d'espionnage, d'influence étrangère, d'activités illégales au Canada et de violence d'origine politique sont de vifs sujets d'inquiétude. Le monde est plus imprévisible à l'heure actuelle. Le Canada est un membre de la communauté internationale et ne peut s'isoler du reste du monde.

Le SCRS doit s'occuper des services de renseignement de gouvernements ennemis ainsi que des sociétés transnationales qui ont souvent des ressources et des capacités supérieures à de nombreux pays et n'ont de comptes à rendre à personne. Étant donné que le nombre de puissances mondiales augmente, il en va de même des menaces possibles.

Alors que le Canada devient à la fois un vendeur et un inventeur de technologies à forte valeur ajoutée, il se peut que les lois canadiennes et nos ententes commerciales internationales puissent être violées par des criminels canadiens et des agents de pays avec lesquels nous commerçons.

• (1545)

L'espionnage économique n'est pas nouveau mais c'est un problème qui préoccupe grandement le SCRS. Cette activité fausse le principe de l'équité qui est à la base des ententes commerciales internationales, mais il semble qu'elle ne reçoive pas l'attention qu'elle mérite. Ainsi, l'an dernier, le SCRS a mis sur pied un programme de liaison avec le secteur privé pour sensibiliser ce dernier au danger de l'espionnage industriel.

Malheureusement, le mandat du SCRS en matière de sécurité économique est de jouer un rôle défensif, strictement consultatif et de mise en garde. On pourrait enfreindre les lois canadiennes, contrevenir aux conventions internationales, aller à l'encontre de nos accords commerciaux et pourtant le SCRS, en matière d'espionnage économique, se doit de demeurer passif et réactif, au lieu d'être proactif.

Et que dire de la recherche et de la formation dans ce domaine entreprises conjointement avec des associations de manufacturiers et autres organismes nationaux financiers et commerciaux?

C'est pourtant de la police préventive, à l'échelle nationale, et dans les secteurs industriel, technologique et financier, l'équivalent de la surveillance de quartier. D'après ce que j'ai entendu, je doute que le SCRS soit en mesure d'entreprendre le genre d'opérations préventives et prédictives qui garantissent le respect des lois.

Dire que l'espionnage industriel dans le secteur privé est strictement la responsabilité de ce dernier équivaut à monter la garde devant l'entrée principale pendant que les voleurs passent impunément par la porte arrière.

Surveiller et intercepter le trafic mortel d'armes et de technologies connexes est le rôle du SCRS. Le terrorisme se manifeste partout dans le monde. Le Canada sert parfois de refuge à des groupes extrémistes et de source de financement pour l'achat d'armes à l'étranger. Le SCRS, la GRC, les forces armées, les services d'immigration et autres ont tous plus ou moins comme rôle d'empêcher ces éléments de se livrer à des actes criminels.

La renaissance du nationalisme ethnique dans le monde, l'essor du fondamentalisme religieux à tendance fanatique et autres formes d'extrémisme idéologique déstabilisant incitent à la vigilance. Les immigrants qui arrivent dans ce pays et ceux que nous avons accueillis par millions depuis les années 70, doivent être protégés des activités télécommandées de l'étranger et doivent échapper aux querelles, à la violence et aux menaces d'extorsion en provenance de leur pays d'origine. On ne peut permettre que ces immigrants se fassent exploiter par leur pays d'origine. Il ne faut pas qu'ils amènent au Canada les différends qui déchirent leur pays d'origine ni qu'ils entraînent notre pays dans ces derniers.

Les racines du terrorisme sont vigoureuses. Le nationalisme, le séparatisme, l'extrémisme idéologique ne sont, j'en suis sûr, que certains des ferments que surveille le SCRS en vue de garantir la sécurité, l'intégrité et la protection de notre société dans le cadre d'un système national de sécurité.

Surveiller notre organisme national de sécurité est une tâche pour laquelle le système parlementaire est fort mal équipé. Dans le cas du SCRS, c'est comme si l'on payait un musicien sans jamais entendre sa musique et sans vraiment connaître son instrument. Nous investissons beaucoup d'argent pour recueillir des renseignements de sécurité. D'ailleurs, nous ne savons pas trop ce qu'il faut faire d'une grande partie de ces renseignements.

Le SCRS se compare à une police d'assurance nationale ou à une alarme de sécurité pour protéger les Canadiens et leurs intérêts. Il importe donc de se demander si le rendement est optimal en contrepartie de l'argent dépensé. Comment savoir si l'alarme fonctionne ou même si elle est en état de fonctionner. Le budget du SCRS reste à peu près inchangé alors que la réalité change. Ses membres se rassemblent dans un même immeuble; ils s'organisent et se réorganisent. J'espère que les luttes de pouvoir internes sont terminées entre les anciens de la GRC et les autres technocrates.

On entend dire que, dans le passé, une grande partie des ressources du SCRS ont été utilisées par l'organisme à ses propres fins, pour lutter sans cesse contre des réorganisations, de sorte qu'il y a eu peu de résultats concrets favorisant les intérêts nationaux, qui sont la raison d'être du SCRS. Nous en revenons